FNEC-FP 86 FO l'indépendance

FNEC-FP-FO86 - 21 bis rue Arsène Orillard - 86035 POITIERS CEDEX
Tel : 05.49.52.52.83 Mail : fnecfpfo86@orange.fr

Déclaration liminaire CDEN du lundi 16 novembre 2026 FNEC-FP-FO 86

Monsieur le Préfet, Madame la DASEN, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Au final, le bilan de la carte scolaire 2026 du premier degré dans la Vienne s'établit ainsi : 4 créations de pôles d'appui à la scolarité (PAS), 8 ouvertures de classes, 5 fermetures de postes hors la classe et 35 fermetures de classes.

Chacun pourra regarder ces chiffres et en tirer les conclusions qu'il souhaite. Mais une chose est certaine : ce bilan ne permet pas de répondre aux difficultés que rencontrent quotidiennement les écoles de notre département.

Il ne résout ni les problèmes de remplacement, ni le manque de formation, ni les situations d'inclusion sans accompagnement adapté, ni les tensions qui s'accumulent dans les équipes.

Revenons sur quelques mesures de carte scolaire que vous avez prises.

Tout d'abord, la fermeture à Andersen maternelle qui, malgré nos alertes, a été maintenue dans un quartier où les effectifs ne diminuent pas. On ne peut donc que féliciter les responsables du lissage des effectifs entre les écoles des Couronneries, grâce auxquels un poste a été supprimé à tout prix. Vous direz : « sauvé ». Car il en faut, du mépris, pour faire fi des secteurs et annoncer aux familles que leur enfant n'ira pas dans l'école qu'elles ont visitée en juin. Et comment ne pas voir ces poussettes poussives, auxquelles s'accrochent sacs et enfants, qui passent devant une école mais doivent finalement se rendre à la suivante ?

Malgré cela, le compte n'y est pas, et l'école Daudet maternelle compte aujourd'hui 157 élèves. Rappelons que le bâtiment, réhabilité pour six classes, en accueille neuf. Quelle répartition proposez-vous alors pour que les GS ne dépassent pas 15 élèves ? Faire des classes de petits à 27 ?

Mais une « Licorne » ne vous suffit-elle pas ? Voulez-vous que les collègues des Couronneries se sentent tout aussi délaissés que ceux de l'école « La Licorne » de Beaulieu, où, aujourd'hui, les collègues se succèdent, se font des tendinites à force de relever des enfants qui se roulent par terre et font des crises, tout en se demandant combien d'années de désintérêt il aura fallu pour en arriver là ?

Et ne dites pas que vous faites au mieux en attendant qu'une nouvelle école soit construite. Cela fait au moins dix ans que la courbe démographique est largement lisible. Arrêtez de regarder la démographie quand cela vous arrange et de laisser systématiquement les quartiers populaires à leur triste sort. Que l'État et les élus arrêtent de faire les étonnés quand la violence leur éclate à la figure.

Cette école aurait déjà dû être bâtie. Et sur ce sujet, comme sur celui des répartitions et des effectifs, il serait temps que la mairie de Poitiers et l'Éducation nationale arrêtent leur comédie en faisant semblant de ne jamais être d'accord sur les prévisions et sur les responsabilités. Elles savent parfaitement qu'au bout du compte, les enfants seront accueillis.

Vous nous parlez d'égalité des chances, d'inclusion et de réussite de tous les élèves, mais, au final, on laisse des personnels seuls face à des situations qui dépassent largement les moyens dont ils disposent.

À Biard maternelle, vous avez également fermé une classe alors que les effectifs de cette rentrée étaient supérieurs à ceux de la rentrée 2025, faisant ainsi commencer l'année scolaire avec deux classes de 28 et 30 élèves.

Dans ce dossier, tout est honteux. On y a vu :

- l’incapacité de l'administration à reconnaître la réalité des chiffres ;

- des élus et des enseignants accusés de déloyauté en CSA-SD au sujet des dérogations et de la remontée des effectifs ;

- une administration campée sur sa décision de fermeture, tentant d'imposer, quinze jours après la rentrée, une réorganisation avec un GS-CP, refusée par les équipes des deux écoles ;

- des directrices qui, invitées à la DSDEN, ont subi près d'une heure de reproches, notamment au sujet de la mobilisation des parents, et auxquelles on a inlassablement reposé la même question du GS-CP.

Elles ont tenu bon. Nous les avons défendues sans relâche. Mais est-ce ainsi que l'on traite des personnels qui demandent simplement les moyens nécessaires pour faire fonctionner leur école ?

Au final, aucune troisième classe n'a été ouverte. Seul un renfort le matin a été annoncé : un demi-moyen, comme à Oyré et à Fleuré. Mais quelle est cette trouvaille, en lieu et place de véritables ouvertures ?

À Oyré, avec un effectif prévisionnel de 33 élèves, quelle chance d'avoir un renfort à mi-temps ! Mais lorsque la personne affectée s'est retrouvée en arrêt, les collègues ont vite compris qu'il ne s'agissait que d'un bout de ficelle, qui ne serait jamais considéré comme prioritaire pour être remplacé. Depuis, c'est la valse des remplaçants.

Pensez-vous réellement soulager les collègues en leur demandant chaque matin, à l'ouverture de la grille, d'expliquer à une nouvelle personne le fonctionnement de la classe qu'ils vont partager ?

Et le plus grave, c'est que les personnels et les parents se taisent, de peur de perdre ce demi-moyen qu'ils ont fini par considérer comme une faveur.

Mais depuis quand les personnels devraient-ils se sentir redevables envers l'administration pour obtenir les moyens de faire fonctionner leur école ? Quand une école maternelle se retrouve avec 30 élèves par classe, on ouvre. C'est tout !

Nous avons voté contre les fermetures au printemps et nous avons également voté contre le projet d'ouvertures, très largement insuffisant. Au mois de novembre, qui peut nous donner tort ? Combien d'écoles sont en crise, combien manquent de remplaçants, combien d'enseignants sont privés de formation ? Combien cherchent à fuir leur poste, si ce n'est le métier lui-même ?

Vous pensez peut-être que tout ne se joue pas avec le nombre d'élèves par classe ? Demandez aux enseignants en classe dédoublée ce qu'ils en pensent.

Le métier s'est durci, personne ne le niera. Les enseignants sont de plus en plus confrontés à des situations de violence, qu'elles viennent des élèves, parfois même des parents. Et les écoles rurales sont loin d'être épargnées. Alors, même si leurs effectifs passent sous la barre des 20 élèves, pourquoi ne pas y voir une chance d'offrir un meilleur environnement pour tout le monde, davantage de disponibilité pour chaque enfant et un enseignement de meilleure qualité ? Pourquoi faut-il systématiquement y voir une occasion de supprimer une classe ?

Ne fait-on déjà pas assez d'économies en ne respectant pas les notifications MDPH ? Combien d'élèves attendent un accompagnement auquel ils ont pourtant droit ? Combien d'heures d'AESH manquent dans les écoles ? Combien de familles attendent une place en établissement spécialisé ? Au lieu de créer les postes et les places nécessaires, on laisse les élèves, les familles et les enseignants se débrouiller avec les moyens du bord.

L'inclusion finit alors par reposer sur les seules épaules des équipes, qui doivent gérer des situations parfois très complexes sans accompagnement suffisant.

Et pendant ce temps, les personnels doivent continuer à répondre à des exigences toujours plus nombreuses : évaluations d'école, tableaux de suivi, enquêtes, protocoles, formations imposées, DUERP, PPMS…

Et voici maintenant une nouvelle injonction concernant les Violences Sexistes et Sexuelles : trois heures de formation imposées aux directeurs, auxquelles s'ajoute l'obligation d'organiser un conseil des maîtres pour sensibiliser leurs équipes en faisant fi de tout cadre réglementaire.

Une directrice nous interrogeait récemment : à quel moment les enseignants peuvent-ils encore se réunir pour parler de leurs élèves, construire des projets et aider ceux qui rencontrent des difficultés ? C'est pourtant cela, leur métier ! En avez-vous réellement conscience ?

Si ce CDEN est compétent sur la carte scolaire, il l'est aussi sur l'organisation de la semaine et sur la semaine de quatre jours, qui constitue un levier sérieux d'amélioration de nos conditions de travail.

Et que l'on arrête de nous servir de faux arguments ! Nous attendons toujours les rapports qui démontreraient les bénéfices du mercredi matin travaillé sur la fatigue ou les résultats des élèves. Les gains théoriques s'effondrent dès lors que l'on sort du monde enchanté des chronobiologistes, dans lequel les élèves à quatre jours et demi par semaine seraient accueillis chez eux à 15 h 45.

Et cette organisation joue, au final, en défaveur des élèves : la semaine de quatre jours et demi, c'est davantage de fatigue et d'absence des enseignants, de problèmes de remplacement, surtout, un désintérêt grandissant pour le métier. Pourquoi la Vienne est-elle devenue le dernier département de l'Académie demandé par les stagiaires ?

Cette organisation représente également des déplacements supplémentaires, des frais de transport, notamment avec la hausse du prix des carburants, une fatigue accrue et parfois même une perte de rémunération lorsque des collègues choisissent de travailler à temps partiel uniquement pour tenir le rythme de la semaine.

Nous demandons que cesse cette inégalité de traitement et que les équipes qui souhaitent passer à la semaine de quatre jours soient soutenues par l'ensemble des élus et de l'administration. Bref, tout le contraire de ce qui a été fait à Châtellerault !

Continuons justement un instant sur cette commune, où ce sont désormais des projets de restructuration qui menacent directement le service public d'éducation.

La fermeture envisagée de l'école Maurice-Carême, classée en REP+, et la fusion des écoles Léo-Lagrange, classée en REP, et Jean-Zay ont été découvertes par les personnels et les parents par voie de presse.

Comment peut-on envisager de telles transformations sans même consulter ceux qui font vivre ces écoles ? Quelles garanties pour les postes, les personnels, les élèves et le maintien des moyens de l'éducation prioritaire ?

Nous refusons que l'avenir de ces écoles et de leurs quartiers soit décidé sans les personnels et les familles.

Nous ne pourrions terminer cette déclaration sans apporter notre soutien aux mobilisations actuelles des lycéens et des personnels. La colère face aux suppressions de postes, au manque de moyens et à la dégradation des conditions d'étude et de travail est légitime. Elle traduit un rejet profond des politiques d'austérité qui frappent les services publics.

Monsieur Le Préfet, Madame la Directrice académique, Mesdames et Messieurs les élus, nous ne pouvons pas continuer à demander toujours davantage aux personnels tout en leur donnant toujours moins de moyens.

La FNEC-FP-FO 86 revendique :

- L'annulation des suppressions de postes et la création des moyens nécessaires dans les écoles, collèges et lycées : ouvertures de classes, remplacement, RASED et personnels spécialisés.
- Le respect des notifications MDPH, le maintien des structures spécialisées (IME, ITEP…) et les moyens d'une inclusion scolaire réellement accompagnée.
- Un véritable statut, un vrai salaire et un temps plein pour les AESH.
- Le recrutement de tous les personnels nécessaires au fonctionnement du service public d'éducation, en commençant par le recrutement intégral des listes complémentaires.
- Une augmentation immédiate de 10 % de la valeur du point d'indice, le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat et la revalorisation des rémunérations.
- Le libre choix en matière de protection sociale complémentaire, le refus de l'adhésion obligatoire et le maintien de garanties solidaires en santé et en prévoyance.
- L'abrogation de la réforme des retraites, le retour à 60 ans avec 37,5 annuités et la défense du Code des pensions civiles et militaires.
- La défense des statuts, des droits et des garanties collectives, l'abandon du Pacte et des contre-réformes.
- Des conditions de travail dignes et sécurisées, avec une véritable protection des personnels face aux violences.

Merci pour votre écoute.